

Vers une. transition écologique. **et** solidaire

Quelques projets inspirants



 lien consultable en ligne ou téléchargeable

Merci à Tatjana, à Aurélie, à Sofie, à Amélie, à Mohammed, à Youssef, à Robert et à Xavier pour toute votre générosité et le partage de vos expériences. Discuter avec vous a fait un bien fou à mon humanité. J'ai adoré réaliser cette publication à partir de vos témoignages. Mille mercis ! Et longue vie à vos magnifiques projets !

Introduction

Si vous avez lu les publications précédentes consacrées à la transition écologique et solidaire, l'une traitant des freins et des préjugés, l'autre abordant de nombreuses pistes de solutions pour tenter de résoudre les problèmes pratiques soulevés par les porteurs de projets mais aussi par des personnes en situation précaire, bravo et merci pour votre intérêt. Nous espérons ne pas vous avoir déçus jusqu'ici.

Si vous lisez ces lignes, c'est que vous êtes vraiment motivé.e et (presque) prêt à vous lancer dans une belle aventure humaine.

Dans cette troisième publication, nous allons tenter de répondre à un besoin exprimé par des personnes impliquées dans des initiatives de transition qui est d'être nourri en expériences inspirantes.

Suite à l'expression de ce besoin, nous avons interrogé de nombreuses personnes vivant une forme de précarité pour identifier les projets citoyens qui récoltaient le plus d'opinions positives.

Vous trouverez donc dans cette publication un classement des projets les plus sollicités, certains sont des projets qui sont à la fois écologiques et solidaires, d'autres non. Certains encore sont très connus comme le repair café qui fait un véritable carton. Pour ces projets, cette publication vous renverra vers des guides existants (ne réinventons pas la roue) et des structures d'accompagnement qui ont fait leur preuve comme Repair Together ou le Réseau des collectifs en recherche de résilience.

Parmi ces projets appréciés et répandus, nous nous sommes toutefois intéressés à deux initiatives en particulier – le potager collectif et l'épicerie sociale – en nous interrogeant sur la participation effective des personnes précarisées au sein de l'initiative (et non pas seulement en tant qu'utilisateur).

On y découvrira aussi quelques sites et applications intéressantes qui pourraient soutenir les membres de votre groupe de citoyens dans leurs envies de partage en fruits et légumes, un projet fort sollicité par les personnes que nous avons interviewées. L'idée est ici de les faire connaître auprès du plus grand nombre et de les utiliser.

Enfin, vous (re)découvrirez des projets qui sortent des chemins battus et qui méritent d'être développés. Des projets qui répondent à la fois à des exigences solidaires et écologiques. Et vous verrez qu'il n'y a pas une seule manière de faire. Chacun doit trouver la sienne en fonction des moyens disponibles et des forces mobilisées. C'est ainsi que dans le cas des bibliothèques d'objets vous pourrez découvrir trois expériences distinctes en France, en Suisse et en Belgique, avec des modèles économiques différents.

Pour réaliser cette publication, nous avons rencontré des responsables de projets qui ont gracieusement accepté de partager leurs pratiques et leurs conseils pour toutes les personnes qui comme vous peut-être s'interrogent sur la mise sur pied d'un projet porteur. Ce sont leurs témoignages que vous trouverez dans les pages de cette publication.

Et on vous souhaite d'ores et déjà une très bonne lecture.

I. Les projets sollicités par les personnes en situation précaires

Comme l'affirmait un transitionneur, les personnes en situation précaire « n'ont, actuellement, pas de temps et d'énergie pour s'investir dans quelque chose qui ne répond pas à leurs besoins immédiats ». D'où la nécessité, selon nous, de s'interroger sur la nature et l'utilité des projets qui pourraient y répondre. Le cas des repair café est plutôt éloquent en matière de participation ; ce projet ne vise pas simplement à réduire le nombre de déchets. Il aide aussi les personnes à réduire leurs dépenses (en évitant des réparations ou des achats coûteux). Nous sommes dans un projet écologique mais aussi social. C'est ce qui explique probablement leur succès. Et c'est bien le retour que nous avons des transitionneurs qui organisent ce projet. Mais pas seulement. Les résultats de notre enquête « Précarité » confirment tout à fait le choix judicieux que serait le développement de nouveaux repair cafés ou l'amélioration de la communication autour de ceux-ci.

Comme vous pourrez le constater à la lecture du tableau ci-dessous, les résultats ne rendent pas hommage comme il se doit aux cuisines de quartier. Et pour cause, nous ne connaissions pas ce projet lorsque nous avons démarré notre enquête. Ce n'est qu'au cours de nos interviews que nous avons pris connaissance de cette formidable initiative que nous avons alors tardivement intégrée dans nos questionnaires.

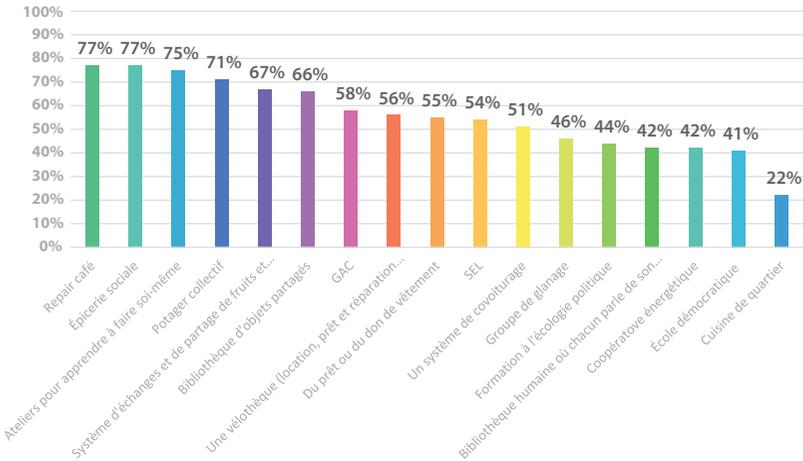
À tous ces projets que nous avons sélectionnés en raison de leurs vertus écologiques et/ou sociales, nous avons cependant ajouté, dans notre enquête « Précarité » la proposition d'une école démocratique et celle d'une formation à l'écologie puisque ces projets sont développés au sein du mouvement en transition. Quant à la bibliothèque humaine, c'est un concept que nous avons découvert sur Internet et qui nous permet de voir dans quelle mesure les personnes interrogées sont ouvertes aux expériences des autres.

A. Classement des projets

De manière générale, les initiatives qui répondent à la fois à des exigences écologiques et sociales et qui remportent le plus de succès sont (par ordre décroissant):

- Un Repair café - 77 %
- Une épicerie sociale - 77 %
- Des ateliers pour apprendre à faire des choses soi-même - 75 %.
- Un potager collectif - 71 %
- Un système d'échange de fruits et légumes - 67 %
- Une bibliothèque d'objets - 66 %
- Un groupe d'achats en commun - 58 %
- Une vélothèque - 56 %
- Du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche- 55 %
- Un SEL (système d'échanges local) - 54 %
- Un groupe de glanage - 46 %
- Une coopérative énergétique - 42 %
- Et une cuisine de quartier -22%- qui se retrouve bonne dernière parmi toutes les initiatives puisque proposée tardivement dans notre questionnaire d'enquête.

La bibliothèque humaine dont l'intérêt réside dans la découverte de l'autre et l'échange intéresse 42 % des personnes ; quant à l'école démocratique, c'est un concept qui en séduit 41 %. Enfin, une formation à l'écologie est sollicitée par 44 % des répondants.



Outre ces propositions, les personnes rencontrées avaient le loisir de nous faire part de leurs idées. Ainsi, ils ont proposé : des ateliers pour apprendre à cuisiner, un terrain de pétanque, un atelier pour papoter et rencontrer ses voisins, un café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main (surtout pour les étudiants !), un cinéma de quartier, des activités culturelles, du relooking, une coiffeuse bénévole, la prise en charge des courses des personnes âgées, des opérations rues propres, un endroit pour avoir un relais pour s'occuper des enfants, une sorte de crèche temporaire et des projets qui montrent de l'intérêt pour les personnes isolées.

Dans cette publication nous n'aborderons pas l'entièreté de ces projets ; certains sont trop vastes comme les ateliers Do It Yourself ou des GAC (Groupe d'Achat en Commun) ou au contraire dépassent nos compétences comme la création d'une coopérative énergétique ou d'une école démocratique.

Nous ne parlerons pas non plus des bibliothèques humaines puisque ce projet manque de la dimension écologique qui faisait partie de nos critères de sélection. Que cela ne vous empêche pas, cependant, de consulter le site de labibliothequehumaine.fr pour disposer de bons conseils¹.

¹ Créer une Bibliothèque Humaine. <https://labibliothequehumaine.fr>.

On va vous fournir les repères nécessaires pour des projets comme le repair café, le partage de fruits et légumes ou la cuisine de quartier. Mais on va surtout s'attarder sur quelques témoignages liés à la création d'une épicerie sociale, d'un potager qui est devenu un véritable lieu de rencontre, de trois bibliothèques d'objets, d'une bibliothèque de vélos pour enfants et des cuisines de quartier.

Il existe des tas d'autres projets inspirants et nous comptons bien sur le fait de ne pouvoir jamais être exhaustif.

Si vous n'êtes pas rassasié.e en termes d'inspiration, allez faire un tour du côté de la publication précédente consacrée à la transition écologique et solidaire² dans la partie crowdfunding pour voir les projets financés via ces plateformes.

Enfin si l'envie de créer un lieu alternatif vous titille, nous vous conseillons la lecture du guide conçu par Alternatiba : Guide de création des lieux alternatifs, 2017, 68 p. :

Guide : <https://alternatiba.eu/wp-content/uploads/2017/11/Guidecreation-lieuxalternatifsAlternatiba-2017-.pdf>.

² DEGUELLE S. ET DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire ; Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », Bruxelles : CPCP, Étude n° 43, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-2>.

II. Repères et témoignages

Étant donné qu'il est difficile de classer les projets sollicités dans diverses catégories, nous avons choisi de vous les présenter selon leur succès auprès des personnes vivant une situation précaire. Commençons donc par le projet le plus demandé.

A. Le Repair café

C'est un véritable succès pour le Repair Café qui est sollicité par 77% des répondants à notre enquête Précarité³. Ces lieux où l'on répare ses objets à l'aide de bons bricoleurs bénévoles sont un must tant sur le plan écologique que solidaire.

Si vous souhaitez en lancer un dans votre quartier, Repair Together est LE partenaire indispensable.

Sur leur site web, vous pourrez y trouver toutes les adresses de Repair Cafés, plein de tutos pour vous initier à l'électronique et puis une belle offre de soutien ainsi que des outils et un kit de démarrage.

Tout sur les Repair Cafés en Belgique - <https://repairtogether.be/>.

Pour vous faire une première idée des premières étapes, vous pouvez déjà consulter un guide mis à disposition par les Repair Cafés des Hauts de France, *Créer un repair café*, Guide - <http://repaircafe-hdf.org/wp-content/uploads/2021/01/Guide-creer-un-Repair-Cafe-en-HdF.pdf>.

B. L'épicerie sociale

À égalité avec les Repair Cafés, l'épicerie sociale est un projet fort sollicité par les personnes en situation précaire. Mais ce qui nous intéressait dans ce cas était de savoir s'il en existait au moins une dans laquelle les personnes précarisées ne sont pas seulement utilisatrices du projet mais bien comme faisant

³ Dubois K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

partie intégrante du fonctionnement du projet. Nous avons donc interviewé Aurélie Proietti qui a lancé le Kotidien, une épicerie sociale qui fonctionne grâce à des étudiants en situation précaire.

Aurélie est chargée de mission au pôle académique Liège-Luxembourg depuis 2016. Un pôle dont la mission est d'établir des collaborations et de mutualiser les ressources entre universités et hautes écoles. C'est dans ce cadre qu'est né le Kotidien, une épicerie sociale pour étudiants au centre de Liège et gérée par des étudiants.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer l'épicerie sociale avec des étudiants ?

« La réflexion démarre en avril 2019 suite à une étude demandée par le cabinet du Ministre Jean-Claude Marcourt sur les conditions de vie des étudiant.es de l'enseignement supérieur.

Des problématiques comme la mobilité et le logement avaient déjà été mises en évidence depuis longtemps. Mais deux nouvelles préoccupations émergent des résultats de cette enquête : l'accès à l'alimentation et la santé mentale. Ainsi, il apparaît clairement que nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur sont en privation alimentaire. Les étudiants sautent des repas et ne mangent pas. De leur côté, les services sociaux de Liège partagent et confirment ces constats.

Or, et en matière d'aide alimentaire, l'une des bonnes pratiques est de créer une épicerie solidaire.

Alors je me renseigne sur le sujet, et je découvre que cela dépend surtout des CPAS. Certains ont des conditions d'accès assez strictes et les étudiants ne rentrent pas forcément dans les cases souhaitées. Et dans certaines épiceries solidaires, l'étudiant ne s'y reconnaît pas car les produits proposés visent davantage un public familial. »⁴

Alors des discussions s'amorcent avec la concertation de l'aide alimentaire. Aurélie planche sur les aspects philosophiques, sur les stéréotypes. Finalement elle conclut à la nécessité de créer une épicerie pour et avec des étudiants en difficulté sur le plan financier. Une épicerie où chaque étudiant a le droit de choisir ce qu'il a envie de manger. C'est une question de dignité humaine. Exit donc le modèle de paniers alimentaires.

⁴ Aurélie Proietti (Chargée de mission au Pôle Académique Liège Luxembourg), entretien avec l'auteur le 26 avril 2023.

Aurélié arrive ensuite à convaincre le Conseil d'administration du pôle académique que le phénomène de stress alimentaire n'est pas exagéré mais inquiétant. Elle propose un modèle avec une clé de répartition financière entre les différentes institutions de la région liégeoise qui adhèrent au projet.

La création de l'épicerie peut donc être envisagée. « On trouve un local neutre (non attaché à une institution) au centre de Liège. Et on engage une coordinatrice qui travaille à mi-temps ; elle gère les jobistes et contacte les fournisseurs ».

Comment cela fonctionne-t-il au quotidien ?

« On sort totalement de la philosophie de contrôle des revenus. On lui préfère la confiance. Ici l'étudiant atteste sur l'honneur qu'il vit une situation difficile et demande une aide alimentaire. Cela suffit.

Le premier jour il est accueilli par un étudiant qui lui explique les règles et le fonctionnement de l'épicerie. Certains comprennent alors qu'ils n'y ont pas leur place. Faire confiance c'est plus efficace.

Il faut arrêter de croire qu'on a affaire à des profiteurs. Demander une aide alimentaire c'est compliqué humainement parlant. On sait de plus que cette aide est temporaire. Quand un étudiant trouve un job, il ne vient plus pendant un moment.

Le Kotidien est ouvert trois jours par semaine (lundi, mercredi et vendredi) de 16 à 19 heures. Ce sont les étudiants qui ont choisi ces horaires. Cela leur permet de venir après leurs cours.

Ici, rien n'est gratuit. Même si régulièrement on vend à perte, c'est important pour les étudiants de contribuer. »

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

Avoir un statut d'ASBL est préférable, ne fut-ce que pour avoir accès à une banque alimentaire, demander des subsides auprès de la fondation Roi Baudouin, etc.

Moi j'ai découvert tout ça sur le tas. Mais la concertation de l'aide alimentaire m'a aidé. J'ai pu réfléchir, avec eux sur le projet à développer. C'est vrai que logistiquement c'est plus facile d'organiser l'aide sous forme de paniers. Et c'est plus intéressant pour les coûts aussi car il ne faut pas prévoir de frais de stockage, de chambre froide, etc. Mais ce n'était pas l'option la plus favorable pour les étudiants.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

L'objectif solidaire est évident mais ce projet a aussi une visée écologique : « on a pensé ça de manière systémique. La génération climat c'est elle. Les achats des fruits et légumes se fait auprès des producteurs locaux. On paie plus cher mais c'est important que ce soit du local et non des grosses structures qui détruisent la planète. On a des œufs aussi qui n'ont pas tous le label bio mais on sait que les producteurs travaillent de manière raisonnée. On a du vrac aussi. On a récemment acheté des légumineuses, des pâtes et du riz. Pareil pour le savon en lessive. Et on a un vélo cargo électrique pour chercher les invendus chez les commerçants du centre-ville ».

Comment les personnes en situation précaire sont-elles intégrées à l'équipe organisationnelle ?

On tourne avec quatre à six étudiants par semaine. C'était facile de mettre sur pied cette équipe. On a affaire à des étudiants qui cherchent un boulot qui a du sens. Ils sont payés au tarif jobiste mais ils sont satisfaits « oufti ici je fais un job utile. Ça fait sens »

On a même des anciens étudiants qui font des dons maintenant qu'ils travaillent. Ils nous disent : « Je sais ce que c'est. À l'époque je ne savais pas me le payer. J'étais dans la merde quand j'étais étudiant. Aujourd'hui j'ai envie de contribuer à ma façon à ce projet ».

Des chiffres pour épater la galerie

On a autour de cinq-cents bénéficiaires inscrits.

Les moyens à mobiliser.

a. Moyens financiers

« Financièrement, chaque année il faut 120 000 euros pour payer le local et les produits. C'est un projet qui est financé par l'université de Liège, HELMO, toutes les institutions d'enseignement supérieur, six hautes écoles, trois écoles supérieures des arts.

On a aussi l'enseignement de promotion sociale qui ne donne pas car elle n'a pas de moyens mais l'accès de l'épicerie reste ouvert à leurs étudiants. Il était important que l'aide alimentaire ne soit pas un argument de concurrence entre les écoles. On ne choisit pas ses études en fonction de la nécessité de manger ».

b. Moyens matériels

On a fait de la recup' à gauche et à droite. Les étagères viennent de l'université, le bureau d'une école. Le comptoir a été réalisé dans une école de menuiserie avec des ados. Ce qui est super valorisant pour les élèves. Ils sont super fiers.

Pour la décoration, on a travaillé avec une étudiante artiste pour que le lieu soit chaleureux.

Pour la chambre froide, on a fait appel à la fondation roi Baudouin et à la région wallonne.

Des pièges à éviter quand on monte un tel projet ?

Non, pas de pièges mais il faut bien définir ce qu'on veut et se renseigner sur les épiceries existantes.

En travaillant sur ce projet je me suis rendu compte qu'on est nous-mêmes victimes de stéréotypes et d'idées reçues. Il faut prendre conscience qu'on peut être dans le faux.

Il faut échanger avec les bénéficiaires, se renseigner sur les études qui ont été menées sur l'aide alimentaire. Et garder la dignité humaine comme ligne de mire, c'est très important.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

Tout le travail en amont jusqu'à l'ouverture. Puis il y a eu le moment de transition quand ma mission s'est achevée et que le relais a été passé à la coordinatrice. Mais c'est super !. Ça fait un an...

Votre pire souvenir, c'est...

J'ai eu des hauts et des bas en me demandant si j'allais y arriver mais non, pas de mauvais souvenir.

Êtes-vous disposé à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ?

Avec grand plaisir. Je serais très contente de pouvoir réfléchir avec d'autres personnes car c'est important de ne pas faire ça seul.

Pour vous contacter, le plus facile c'est ...

Mail : aurelie.proietti@polell.be

Vos conseils en matière de ressources disponibles

Il faut joindre la Concertation de l'aide alimentaire. Ils ont plein de ressources, d'études, de manuels pour construire son épicerie. Ça m'a beaucoup aidé.

C. Le potager collectif

Ici aussi notre souhait était de rencontrer des porteurs de projets qui vivent une situation difficile pour discuter autour de leur expérience de gestion d'un potager collectif.

Nous avons donc rencontré Youssef Bourras et Mohamed Bouattale qui ont généreusement répondu à nos questions. Ils ont développé et gèrent encore aujourd'hui Humana Terre, une association de fait née d'innombrables conversations avec des personnes sans-papier qui se sont exprimées sur leurs situations bouleversantes.

L'idée d'un potager collectif a émergé autour d'une question fondamentale : « Comment garantir l'accès aux droits fondamentaux quand on est précarisés ? ». Au début des discussions, nous étions alors en 2009, en période de régularisation des sans-papiers, et l'objectif était de trouver une activité qui puisse répondre à cette question, en attendant une réponse de l'Office des étrangers. L'idée du potager s'est imposée et la VUB y a fortement contribué en cédant une partie de son terrain à Jette, une terre sauvage avec quelques pommiers et poiriers.

Mohammed est le créateur du projet. Quant à Youssef, il a rejoint le projet en 2014. Ils nous racontent qu'au début ils étaient onze personnes (huit sans papiers et trois Belges) à aller visiter ce terrain mais ils se sont pratiquement tous désistés en réalisant tout le travail de préparation que cela exigeait. Du groupe de départ il ne restait plus que trois sans-papiers mais ils ne se sont pas découragés. Dès le début, ils ont installé un système de solidarité entre eux : chacun essaie de venir avec de la nourriture, des graines, des contacts ou du matériel. Et le projet s'est construit petit à petit. Aujourd'hui, le potager est devenu un bel espace de rencontres et d'échanges qui réunit un groupe de dix personnes qui entretiennent le potager de manière régulière et d'autres personnes qui viennent plus occasionnellement pour profiter des lieux. Des tables d'hôtes s'organisent le dimanche et depuis 2018 ils ont même un four à pain construit grâce à une contribution de 3 000 euros de la part de Good Food⁵.

⁵ Good Food est une initiative de Bruxelles Environnement qui vise à faciliter l'accès des Bruxellois.e.s à l'alimentation saine et durable.

Au-delà de l'aspect solidaire bien évident, le potager collectif est-il aussi écologique ?

Il y a une réelle approche écologique car seule la moitié du terrain est occupée. Youssef nous explique : « On a appris à vivre avec les animaux. On leur laisse une partie et on garde une partie pour nous. On fait quatre mois de pause en hiver et de mars à octobre on travaille le potager. On organise des tables d'hôtes sur le terrain tous les dimanches et les personnes donnent un prix libre. On ne reçoit aucun subside ».

« Tout est bio, on n'utilise pas de produits chimiques et donc il y a parfois des problèmes pour éviter les insectes, les limaces, etc. Parfois on fait appel à des aides extérieures, à des personnes qui s'y connaissent en jardinage, en taille d'arbres ». D'ailleurs, ils reçoivent régulièrement un coup de main d'une maison de jeunes pour la taille des petits arbres.

Et le fonctionnement au quotidien ?

« L'organisation du potager collectif est plus souple que la gestion d'une parcelle cédée par la ville. Si tu ne l'entretiens pas, la ville donne le terrain à quelqu'un d'autre. Ici, tu viens quand tu veux ». Ce qui a suscité la jalousie de la part de quelques personnes qui ne comprenaient pas qu'on puisse céder un terrain gratuitement à des sans-papiers. Pourtant, comme le mentionne Youssef, « ils pourraient très bien venir participer au projet ! ». La porte reste ouverte.

Ici, ce que l'on prône, c'est ma méthode canadienne : beaucoup de pratique et peu de théorie ! On expérimente, on échange les savoirs entre nous. Il n'y a pas de chef.

En termes de communication, ils ont un site internet HumanaTerre - <https://www.humanaterre.be/fr> et une page facebook : https://www.facebook.com/profile.php?id=100068235990361&ref=embed_page.

Et le projet ne fait que se développer : ils ont créé une serre à partir de bois de palettes, ils organisent des tables de conversations en néerlandais, ils font de la sensibilisation au traitement écologique d'un potager auprès des enfants qui visitent le lieu une fois par semaine grâce à des ateliers pratiques, et un jardin des plantes aromatiques et médicinales occupe désormais le terrain.

Pour rassembler le matériel nécessaire, vous faites comment ?

De la récupération et des dons. On a récupéré des serres. Quand on a un besoin, on l'écrit sur Facebook et les gens nous le donne gratuitement. Notre objectif maintenant est d'avoir des citernes d'eau pour récolter l'eau de pluie.

On organise aussi une *Journée des semences* ; les gens font des échanges de graines ou les donnent.

Chaque année, on reçoit des fruitiers. Il y a aussi une ruche mais c'est une autre organisation qui la gère pour concilier les deux projets. Et pour occuper les enfants, il y a aussi un trampoline et des jouets.

Pour le financier ?

C'est la débrouille. On fait des paniers de fruits et légumes avec prix libres. On donne aussi à d'autres familles qui n'ont pas les moyens de payer.

On produit aussi quatre-cents litres de jus de pommes que l'on vend. On utilise une presse à Ternat (qui coûte 1,50 euros le litre) et on vend le jus quinze euros pour un pack de cinq litres.

La VUB donne 1000 euros chaque année pour acheter du matériel. Et on fonctionne avec des dons.

À un moment on s'est retrouvé avec quarante poules mais c'est trop, elles mangent trop de graines ! Dix c'est suffisant !

Des conseils à communiquer à ceux qui se lancent ?

- *Prévoir la récupération d'eau dès le début pour arroser le potager*
- *Échanger des graines et miser sur la récupération pour éviter l'achat*
- *Planter des légumes qui fonctionnent bien : courgettes, potirons, tomates (serres), fraises, haricots, pommes, poires, figes.*
- *Opter pour la permaculture : au début c'est beaucoup de travail, mais après c'est beaucoup plus facile.*
- *Être un groupe de dix personnes c'est l'idéal*
- *Faire un tableau chaque année pour la rotation des cultures.*
- *Prévoir aussi un tableau des tâches à cocher pour éviter d'arroser deux fois par exemple*
- *Privilégier la méthode canadienne : beaucoup de pratique et moins de théorie. Chacun expérimente, teste et apprend. Le nécessaire dans un potager collectif, c'est peut-être l'expérimentation, le partage et l'apprentissage*

Et Youssef de conclure, « *Quand on a la volonté, la connexion et l'amour pour la nature, on y arrive !* »

Des bons souvenirs à partager ?

Il y en a beaucoup ; le passage par le potager de la marche européenne pour l'immigration, la construction du four, le court métrage avec Bruxelles laïque lors du festival des libertés en 2013.

Des mauvais souvenirs ?

On sent que Youssef et Mohammed n'ont pas vraiment envie d'en parler mais ils nous parlent finalement des préjugés qu'ils ont subis. Des voisins et des promeneurs ont découverts des déchets près du terrain, qu'ils ont très vite associé aux réfugiés. Mais depuis des contacts ont été établis et ça va mieux. On leur a volé du matériel aussi.

Prêt à donner des conseils ? Pour vous contacter, le plus facile c'est ...

Oui avec plaisir. On donne des conseils pour préparer les sols. On a des fiches techniques sur l'azote, le compost, les espaces entre les plantes.

Mohamed Bouattale: [0465/94.2929](tel:0465942929)

Youssef Bourras : [0484/634.226](tel:0484634226)

Email : info@humanaterre.be ou youssefbourras70@gmail.com

Le potager est ouvert à tous que ce soit pour visiter le jardin, donner à coup de main ou y faire une activité avec une classe d'enfants.

Quant à eux, ils sont toujours en demande de bonnes informations sur le potager, de bon compost et de formations gratuites si le cœur vous en dit.

D. Le système d'échange de fruits et légumes

Pour ce projet fort sollicité, nous vous conseillons diverses ressources, certaines sont numériques et d'autres vous donnent des conseils pour organiser un évènement dédié à l'échange de fruits et légumes, de fleurs, de graines.

Du côté numérique, deux sites Internet sont déjà actifs et une application se trouve pour l'instant en cours de développement. Le souci que nous avons avec ces outils numériques est qu'ils ne sont pas accessibles pour l'ensemble de la population. Les personnes en situation de vulnérabilité numérique devront donc être accompagnées pour pouvoir en bénéficier.

Le site Eco-partage est le premier site belge consacré au partage de plantes, fleurs, fruits, légumes et graines. D'utilisation très simple il ne demande qu'à être alimenté par chacun.

<https://www.eco-partage.be/>.

N'oublions pas non plus **Fruit and Food**. Si le site est français, ses concepteurs assurent que cette solution peut complètement s'adresser à un public belge : « *En effet, notre plateforme repose sur un système de géolocalisation et il est donc tout à fait possible de s'inscrire également en Belgique* »⁶.

<https://www.fruitandfood.fr/>.

Enfin, une nouvelle application devrait apparaître au printemps 2024 ; « **Dans le potager d'à côté** ». C'est le Belge Julien Geets qui porte ce projet. Sa première opération de crowdfunding a échoué mais Julien reste motivé et convaincu par ce projet de partage⁷. Alors il continue d'y travailler.

Pour ceux qui préfèrent la version « old school » au numérique, nous avons trouvé deux ressources pour vous aider à organiser une bourse aux plantes :

- CréathéClaire, Organiser un troc aux plantes en bibliothèque (ou ailleurs) :
<https://biblouisemichel.wordpress.com/2020/10/08/organiser-un-troc-aux-plantes-en-bibliotheque-ou-ailleurs/>.
- Promesse de Fleurs, Troc ou bourses aux plantes ; nos conseils pour s'organiser :

<https://www.promessedefleurs.com/conseil-plantes-jardin/fiche-conseil/troc-ou-bourse-aux-plantes-nos-conseils-pour-sorganiser>.

⁶ Ines Bazillier (Co-Fondatrice de Fruit and Food), Entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 8 mars 2023.

⁷ Julien Geets, Initiateur du projet «Dans le potager d'à Côté», TV Com, [en ligne :] https://www.tvcom.be/video/info/julien-geets-initiateur-du-projet-quot-dans-le-potager-d-a-cote-quot_32277.html?fbclid=IwAR2DtY-GBc1fcuSGDR14gcaiA-DRSNIT5TUzHq8SmbBZXrcGZ119QX_c2AJTs.

E. La bibliothèque d'objets

La bibliothèque d'objets occupe une belle place dans le classement des projets sollicités par les personnes en situation précaire. Ce que l'on appelle aussi une objethèque est un endroit où vous pouvez emprunter à prix modique des objets que vous n'utilisez que rarement comme une tente de camping, une échelle ou un appareil à raclette. Si ces objets vous encombrant, vous pouvez aussi les prêter à vos concitoyens. Vous gagnerez de la place et des points de karma. Comme ce concept n'est pas très connu on aurait tendance à croire que c'est nouveau. Qu'on se détrompe ! Selon un article de Shareable, « Ce que l'on croit être la première bibliothèque d'outils est en activité depuis 1943 à la bibliothèque publique de Grosse Point, au Michigan. Il y avait au moins une vingtaine de bibliothèques d'outils dans les années 1970, mais beaucoup ont fermé en raison d'une combinaison de difficultés à fonctionner manuellement (sans solutions technologiques), de la montée de la culture de consommation, de la « thérapie de détail » et de la disponibilité de produits bon marché souvent fabriqués à l'étranger dans des endroits sans les mêmes exigences environnementales ou de main-d'œuvre »⁸

Bien qu'il subsistait encore quelques bibliothèques d'objets d'origine, le mouvement a connu un rebond considérable à partir de 2008 en raison de deux facteurs : la crise financière mondiale qui a projeté des millions de personnes au chômage, dans l'incapacité d'entretenir leur maison ou de se lancer dans un nouveau projet professionnel, mais aussi le développement de logiciels et autres technologies grand public dont les coûts diminuaient, rendant de ce fait la création de bibliothèque d'objets plus aisée. « Le fait que l'inventaire soit facilement consultable en ligne a été un facteur clé de la croissance rapide de la bibliothèque d'outils, car il a permis aux membres de la communauté de voir et de s'enthousiasmer pour les centaines, voire les milliers d'outils qu'ils pouvaient emprunter. »⁹

Au-delà de l'aspect écologique indéniable, ce projet fait sens en termes de collectivité ; les gens se rassemblent, échangent et parfois construisent d'autres projets ensemble comme des ateliers de réparation, de bricolage, de menuiserie où se tissent des liens intergénérationnels.

⁸ LLEWELLYN T., « Comment les bibliothèques d'objets renforcent la résilience, luttent contre le changement climatique et rassemblent les communautés », Shareable, 17 Avril 2019, [en ligne :] <https://www.shareable.net/how-libraries-of-things-build-resilience-fight-climate-change-and-bring-communities-together>, consulté le 17/03/2023.

⁹ *Ibid.*

Une bibliothèque d'objets n'étant pas forcément l'autre, nous avons interviewé plusieurs porteurs de projets. La première personne à se prêter au jeu des questions est Tatjana de la BOM à Montreuil.

a. La BOM de Montreuil

Nous avons eu la chance en mars 2023 de rencontrer Tatjana Uskokovic de l'objethèque (c'est le nom que des Français utilisent) à Montreuil, près de Paris.

Au départ elle se destinait aux droits de l'Homme. Elle en a fait ses études. Elle a aussi travaillé dans le domaine du droit d'asile, de la lutte contre la pauvreté et maintenant dans l'écologie. Aujourd'hui elle se définit comme « salariée assez précarisée ». Elle n'a pas été à l'initiative du projet mais elle coordonne la BOM (Bibliothèque d'Objets de Montreuil) depuis août 2022.

Et comme elle est aussi généreuse, elle a accepté de nous consacrer un peu de son temps pour répondre à toutes nos questions.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer la bibliothèque d'objets à Montreuil ?

À la base, c'est une initiative d'une association appelée « laboratoire du partage » qui a pour mission d'observer l'économie du partage et de la justice sociale sur un territoire donné. « *Dans une société capitaliste basée sur l'accumulation des choses et tout ce que cela suppose en termes de déchets, il faut s'interroger sur les alternatives viables en termes de partage. Mais aussi sur la manière de satisfaire des besoins sans accumuler des biens qui sont au final destructeur de la planète* »¹⁰.

Sylvain Mustaki, qui deviendra le fondateur de BOM décide il y a quelques années d'organiser un évènement sur « les routes du partage » à Montreuil. Le principe était d'occuper les espaces publics pour mettre en avant les initiatives locales d'apprentissage, culturelles, et d'autres domaines. « *L'opération ayant bien fonctionné Sylvain Mustaki et le maire de la ville de coloration communiste (ce n'est pas négligeable) se sont posé la question : et maintenant on fait quoi ? (...) donc ce projet ne partait pas d'un besoin exprimé par citoyens mais d'une observation et de l'envie de faire un test* ».

Dans un article du site Shareable, le président et fondateur de La BOM, Sylvain Mustaki relate : « *Construire une communauté basée sur le partage et l'entraide* ».

¹⁰ Tatjana Uskokovic (coordinatrice de la BOM), entretien avec l'auteur, Bruxelles le 17 mars 2023.

est la meilleure chance pour les gens de traverser des moments difficiles. Nous devons faire quelque chose »¹¹. Son ambition est de suppléer à un système économique qui prive les personnes en difficulté financière de leurs droits, de donner l'occasion à chacun de partager des objets parfois coûteux et ainsi de réduire le nombre de déchets. Le projet est donc à la fois écologique et solidaire.

C'était en 2019 mais le Covid-19 a retardé le lancement du projet à avril 2022.

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? Ou une structure associative est-elle nécessaire ?

La meilleure façon c'est de commencer petit et de démarcher les amis, les voisins pour les inviter à partager leurs objets. Nous on s'y est pris à l'envers (...) Une structure associative, c'est très bien pour chercher du financement, mais le cœur du projet ce sont des personnes qui partagent des objets.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

Non car ne n'était pas une réponse à un besoin exprimé. Ceux qui ont porté le projet ne vivent pas la précarité. Mais maintenant on commence doucement à parler de gouvernance. On aimerait bien intégrer la voix des adhérents dans le conseil d'administration et que ça tourne, que ce ne soit pas toujours la même personne qui porte cette voix pour avoir accès à des horizons et des réalités économiques différentes.

Comment envisagez-vous de les intégrer davantage ?

On organise des ateliers de réparation (repair cafés) qui connaissent un fort succès auprès des personnes en situation précaire. Des habitués viennent souvent avec des appareils cassés.

On envisage des cours de réparations dans les bas d'immeubles dans les quartiers prioritaires pour toucher plus de public et faire connaître la bibliothèque. On a aussi l'idée de faire des points relais dans des lieux comme un centre social, avec des permanences tous les vendredis pour mettre à disposition une dizaine d'objets bestseller comme des perceuses.

¹¹ <https://www.shareable.net/author/tina-jenkins-bell>, La fabrication de La BOM : la nouvelle bibliothèque d'objets et de partage de Montreuil, Shareable, <https://www.shareable.net/2022/12>, <https://www.shareable.net/the-making-of-la-bom-montreuil-new-library-of-things-and-sharing-hub>.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Le coût de l'adhésion est de 10 euros par an mais il existe aussi un tarif réduit à cinq euros et un tarif solidaire à un euro. C'est compliqué cette question de tarif car cela demande de l'intelligence sociale. Pour l'instant l'accueil est géré par deux garçons en service civique et c'est délicat pour eux de faire une distinction entre les nouveaux adhérents alors c'est le client qui décide.

Les frais de location varient de cinq euros par semaine pour les articles d'une valeur inférieure à 100 euros à 50 euros par semaine pour les objets coûtant plus de 1000 euros. Mais là encore ça dépend.

Mais nous, il faut qu'on vive. On a besoin de ces ressources financières. Nous on a choisi ce modèle économique, mais on interroge ce modèle. Et ce que nous avons constaté est que les objets qui reviennent pas c'est ceux qui sont gratuits. On considère que c'est normal de payer ne fut-ce qu'un petit tarif. 80% des objets sont gratuits ou sont à cinq euros. On a un an d'existence. On ne va pas changer maintenant. Mais on réfléchit à d'autres modèles. Ça peut être une adhésion de 20 euros et la possibilité d'emprunter un certain nombre d'objets gratuitement sur l'année et de participer aux ateliers. On ne sait pas. L'idée est d'être moins cher et de faire fonctionner la bibliothèque d'objets. C'est dur mais passionnant comme débat.

Fonctionnement au quotidien

Nous, on a décidé de centraliser les objets. La bibliothèque est ouverte deux jours par semaine, le mercredi et le samedi. Mais à Lille c'est un autre modèle, c'est une plateforme de particuliers et c'est un modèle qui marche bien.

Dans notre cas, avoir un lieu fixe permet la rencontre des gens. On peut entendre des conseils, des recommandations et cela permet de développer d'autres projets.

À Lille il n'y a pas de lieu donc peu de dépenses. Le lien de confiance fonctionne bien quand le groupe n'est pas trop important, mais quand tu commences à grossir c'est important d'avoir une structure ne fut-ce que pour entretenir ou réparer des objets cassés. Ça sécurise énormément.

Quand on veut un objet, on le réserve comment ? par internet ? d'une autre manière ?

Les Américains ont développé le logiciel myturn qui est utilisé par 80% des bibliothèques d'objets. C'est un catalogue en ligne sur internet. On peut réserver

des objets mais pas payer leur location à ce moment-là. C'est au moment où le client vient chercher l'objet qu'il paie la location. Mais la majorité des gens viennent à la bibliothèque pour réserver.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

C'est rare ! Et sur le logiciel, les retards s'inscrivent directement. En vrai les gens reviennent au bout d'un moment. Une fois un objet n'est jamais revenu. C'est du vol mais c'est le jeu. Après tu bannis la personne de la bibliothèque pour toujours.

En cas de casse, c'est au cas par cas. Si tu empruntes des verres à champagne et que tu en casses un ou deux, on ne dit rien. Tant pis. Si c'est la moitié qui disparaît on demande au client de participer au rachat des flutes.

Notre stock c'est 80 % de dons. On a aussi quelques prêts. On les stocke ça débarrasse de l'espace chez le prêteur. Celui-ci peut venir rechercher ses objets à tout moment. On a une convention pour le prêt. Si la panne est due à une usure normale, on n'est pas tenu responsable. S'il s'agit d'une casse on s'engage à racheter un objet au prêteur. Et celui qui emprunte participe. C'est au cas par cas.

BOM, ce n'est pas seulement une bibliothèque d'objets ?

Les 600 m² de bâtiment permettent d'organiser des événements sur la transition, d'avoir un studio de musique et d'autres activités... Ça nous fait de l'argent

On réfléchit à une offre vers les entreprises ; des cours de réparation destinés au personnel par exemple.

Des chiffres pour épater la galerie

Rien que sur les dix premiers mois d'existence, la BOM a séduit 700 adhérents. Parmi eux, on dénombre 361 emprunteurs.

En mars 2023, le nombre de locations d'objets s'élevait à 632 .

Les moyens à mobiliser ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Combien de personnes ? cela dépend du volume de la bibliothèque. La question est surtout celle des compétences. Si tu n'as pas de bricoleur c'est la cata. Il faut entretenir le matériel, conseiller les gens, fournir les bons consommables, ce qui implique d'avoir des connaissances pour poser les bonnes questions aux clients -tu veux percer quoi ? du métal, du bois ?

Il faut aussi une personne pour accueillir les clients et vérifier que tout revient.

Moi je passe beaucoup de temps à communiquer pour nous faire connaître dans les quartiers, collecter des dons, faire lien avec autres associations. Parfois il faut faire des achats de première ou seconde main.

Idéalement il faut quelqu'un pour la veille informatique pour activer ou désactiver les objets, les référencer (tester, nettoyer,). Tout ça prend du temps.

Pour l'instant on est trois salariés mais à Chicago ça fonctionne uniquement avec des bénévoles.

b. Moyens matériels

La bibliothèque compte cinq-cent-vingt objets répartis dans 70 m² de stockage. On a aussi un espace réparation de 30 m². Avoir 100 m² c'est bien.

Pour le transport, on utilise nos voitures personnelles. Au début, pendant l'effort de collecte d'objets parfois volumineux, un véhicule utilitaire a été nécessaire.

c. Moyens financiers

Les coûts de fonctionnement de la bibliothèque sont élevés car le loyer est à 3 000 euros, et les salaires s'élèvent à 12 000 euros. C'est un vrai souci.

On a des colocataires : une entreprise d'insertion professionnelle en menuiserie, un réparateur de vélos, une association et bientôt un groupe de jeunes avec une imprimante 3D qui bossent sur la technologie de manière générale. C'est comme ça qu'on se débrouille.

Notre objectif est d'arriver à se financer à 50% tout seul au bout de trois ans. Donc oui on dépend de subvention publiques. Cela veut dire que l'on va devoir développer de nouvelles activités.

Un partenariat est-il nécessaire ? lequel ?

La BOM a bénéficié du soutien de la communauté ainsi que des fondations, du gouvernement régional et du maire de Montreuil.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

Commencer gros, être trop ambitieux. Mieux vaut commencer dans un garage.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

L'inauguration avec le public et des officiels. On a bloqué la rue, il y avait des stands avec des partenaires comme des associations de partage de livres, des

associations de compostage, des fresqueurs, des ateliers de fabrication d'instruments de musique en matériaux de récupération, un concert et un atelier d'idéation.

Votre pire souvenir, c'est...

Avec toutes les idées de développement j'ai plein de moment de pression car j'ai 600 m² à gérer. Raison de plus pour ne pas commencer trop grand.

Aussi, j'ai un CA bienveillant et de bonne volonté mais ils ne connaissent rien aux contrats de travail, à l'adhésion à la mutuelle, aux dossiers de ressources humaines. Or, c'est super important. C'est un travail d'être employeur.

Pour avoir un conseil, le plus facile c'est...

Le réseau des bibliothèques d'objets.

Email : bonjour@objetheque-lereseau.fr

Sources sur Internet

- Le réseau des objethèques françaises :
<https://www.objetheque-lereseau.fr/>

Il est fort probable que la mise en réseau des forces vives des bibliothèques d'objets aboutisse sur la création d'un guide en français. Affaire à suivre.

- Myturn, l'outil suggéré pour gérer votre stock :
<https://myturn.com/>

À lire :

<https://www.shareable.net/the-making-of-la-bom-montreuil-new-library-of-things-and-sharing-hub/>

b. La Manivelle de Genève

Direction la Suisse où nous avons rencontré Robert Stitelmann qui a bien voulu nous raconter son expérience. Il a créé La Manivelle et depuis, vous le verrez, le projet a fait beaucoup de petits.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer la bibliothèque d'objets ?

L'histoire de la Manivelle est née, nous dit Robert, d'un besoin égoïste. Il avait une vingtaine d'années, il était étudiant et il vivait dans un bâtiment voué à disparaître avec un bail précaire. Il n'avait pas d'argent, pas de place mais

l'envie de faire plein de choses sans devoir acheter et stocker. Bref, c'était le terreau parfait pour faire émerger une idée de projet.

Alors il crée dans un premier temps un free shop dans un garage à Lancy dans la banlieue de Genève ; les gens déposent des objets qui sont pris par d'autres. Ça fonctionne très bien et Robert se dit qu'il y a tellement de choses qui pourraient servir à d'autres personnes.

Lors de recherches sur Internet en 2013 il découvre le projet « la remise » à Montréal. Il se dit que « c'est trop bien ». Et l'idée reste dans un coin de sa tête pendant qu'il poursuit ses études en gestion et protection de la nature.

Cinq ans plus tard, Robert se retrouve au chômage et « ce projet génial de la remise » lui revient en mémoire. Alors il se renseigne sur différents forums et se lance. Il réalise que c'est une véritable entreprise à gérer et qu'il n'est pas formé pour cela mais il se lance tout de même. Aujourd'hui il trouve que c'est plutôt « gratifiant de faire 15 métiers en parallèle ». Des amis viennent en soutien mais c'est Robert le moteur du groupe, la colonne vertébrale et comme le projet séduit beaucoup de monde, il bénéficie de quelques bons coups de main.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

Pour Robert ce projet est avant tout un projet « très solidaire car c'est un projet de biens communs. L'objectif principal est de donner à tous un accès à des ressources à bas prix, de donner aux gens la possibilité de faire des choses qu'ils ne feraient pas par manque de moyens financiers. C'est plus social qu'écologique en fait. Les gens viennent parce que c'est pratique pour eux, pas parce que c'est écologique. Ils empruntent une luge au lieu de la payer 50 francs (suisse) dans un magasin. Notre vision de la société c'est une société de partage et de mise en commun. C'est pareil en ce qui concerne la gouvernance. Nous ne sommes pas une entreprise qui veut faire de l'argent »¹².

Et aujourd'hui la Manivelle s'est développée au point de faire de la formation en insertion pour des jeunes de 15 ans qui découvrent logistiquement.

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? par des personnes en situation précaire ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

La Manivelle nous démontre qu'une bibliothèque d'objets peut très bien être lancée par un citoyen lambda et non par une structure associative. Faut-il

¹² Robert Stitelmann (entrepreneur de la transition écologique et sociale et fondateur de La Manivelle), entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 4 avril 2023

vivre confortablement pour porter un tel projet ? Et bien non puisque Robert nous déclare vivre lui-même en dessous du seuil de pauvreté. Tout comme ceux qui l'accompagnent dans ce projet : « nous sommes une bande de travailleurs pauvres ! »

Aujourd'hui la Manivelle se constitue d'une équipe de quatre salariés engagés à 60 ou 80 % ainsi que cinq à sept stagiaires non rémunérés.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Les utilisateurs de la Manivelle paient un abonnement annuel à 100 francs suisses (ou 102 euros) ou un abonnement mensuel à 20 francs. Cet abonnement permet d'emprunter autant d'objets que l'on souhaite. Et tout est à moitié prix pour ceux qui n'ont pas les moyens : « On fonctionne à la confiance. On laisse les utilisateurs décider quel type d'abonnement ils veulent prendre »

Mais depuis janvier 2023, la structure permet aussi aux utilisateurs de ne pas payer d'abonnement et de louer un objet à un prix modique : cinq ou dix francs selon l'objet.

« Aujourd'hui la moitié des utilisateurs sont des personnes précaires. Ils sont venus naturellement comme les autres clients ».

Fonctionnement au quotidien

La Manivelle est ouverte du mardi au samedi. Cela leur permet d'accueillir 20 ou 30 personnes par jour.

« Le fait est que ce n'était pas un succès au départ. On a galéré. C'est long de changer les habitudes des gens. Il faut dire que je ne suis pas un communicant. C'est donc le bouche à oreille qui a fonctionné. Nous avons aussi pris quelques contacts avec des associations et avons utilisé les réseaux sociaux pour nous faire connaître. La communication, c'est un vrai enjeu. »

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

C'est assez rare. Quand cela arrive, on trouve une solution.

Des chiffres pour épater la galerie

La Manivelle c'est 10 000 prêts en 2022 et 1 000 utilisateurs actifs.

Les moyens à mobiliser (au départ) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

« Cela dépend d'énormément de choses. Le mieux est d'organiser un sondage d'intérêt à diffuser aux associations et de réunir les gens intéressés. Cela permet de voir dans quel quartier tu peux développer une bibliothèque d'objets, avec quels horaires et de repérer combien de personnes sont disposées à prendre un abonnement, combien d'objets à donner seraient disponibles pour commencer à construire une base de données de futurs utilisateurs. »

Idéalement prévoir dans l'équipe un webmaster pour mettre en place la base de données d'objets sur base des logiciels qui existent déjà. Selon Robert, il n'est pas nécessaire d'avoir un bon bricoleur dans l'équipe. Quand un outil doit être réparé, il est confié à un réparateur. Cela fait fonctionner aussi l'économie locale.

b. Moyens financiers

La Manivelle a utilisé le financement participatif ; une plateforme typiquement genevoise qui leur a permis de décrocher 20 000 francs suisses. « L'avantage, c'est que cela te fait une belle communication. On a pu bénéficier d'articles dans les journaux. En plus, ça commence à te donner de la matière pour aller voir les communes environnantes comme le nombre de personnes intéressées. »

c. Moyens matériels

1) Locaux

La manivelle a commencé le projet en louant un local à 400 francs. Mais la situation a vite évolué.

Aujourd'hui, La Manivelle et d'autres associations occupent un local de 1200 m² cédé par la ville de Genève. C'est gratuit mais La Manivelle a dû faire des travaux pour 180 000 francs. C'est passé par un emprunt que La Manivelle rembourse pendant cinq ans mais « si tu dois louer un tel espace, le modèle économique ne tient plus ! »

Une injection d'argent public est nécessaire ; « À terme cela pourrait tourner sans subsides. Mais pour l'instant le projet génère peu de marge. La plus-value est avant tout sociale et écologique. Malheureusement le système économique aujourd'hui ne valorise pas ce genre de plus-value ».

2) Transport

On peut très bien s'en passer. De temps en temps on fonctionne avec des vélos-cargo.

3) Biens, outils...

« Les objets proviennent à 90 % d'appel aux dons. Parfois on reçoit de l'argent de la part de communes et de fondations pour acheter de nouveaux biens. Mais franchement, la récolte d'objets ce n'est pas un problème ».

Quelle méthode de travail préconisez-vous ?

Tout d'abord mettre en commun tous les savoirs. Il faut s'inspirer d'autres bibliothèques d'objets. S'imprégner des expériences en cours.

Puis commencer quelle que soit la taille et la forme du projet. Il faut construire brique par brique. Si tu attends que le projet soit parfait tu ne te lances jamais. Il faut y aller au bluff. Nous on a dit aux gens ce qu'on allait faire et comment cela allait fonctionner. On s'est payé un local à 400 francs de loyer. Les objets sont arrivés. À ce moment-là les communes nous riaient encore au nez. Mais à partir du financement participatif, elles nous ont pris au sérieux. Alors, tu atteints les cinquante utilisateurs. Du coup, tu cherches plus grand. Il faut fonctionner étapes par étapes, le succès appelle le succès et ne pas avoir peur de l'échec. Même un village de 1000 personnes c'est suffisant pour démarrer. Si on y va de manière progressive, on ne se plante pas. Par contre si tu empruntes de l'argent en anticipant des revenus qui n'arrivent pas, là tu peux te planter ». Robert nous explique qu'il pensait que beaucoup plus de personnes allaient s'inscrire ; « cela fait quatre ans qu'on existe, on a bénéficié d'une bonne couverture presse. Mais on a que 1000 personnes alors que la ville de Genève c'est 200 000 habitants ».

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

On peut les éviter si on commence doucement. En tout cas il faut éviter de rester seul. Il faut sonner à toutes les portes et là on se rend compte qu'il y a énormément de gens qui ont envie d'aider. Il faut oser demander aussi. Par exemple, après 18 mois d'existence, lors d'une conférence où l'on m'a demandé de prendre la parole, j'ai osé dire que la Manivelle avait besoin d'argent. À la fin de la conférence, un chef d'entreprise est venu discuter avec moi et a fait un don de 20 000 francs. Il faut se donner l'ambition de voir grand mais ne pas décourager ceux qui n'ont pas de subvention. Au départ il faut juste un local, quelques objets et une connexion internet. Et surtout oser demander.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

« La Manivelle, c'est des milliers de petites victoires tous les jours, quand on voit que les gens sont heureux d'emprunter ». Et puis il y a d'autres types de victoire. La semaine qui a précédé l'interview avec Robert, la Manivelle a reçu 200 000 francs d'une fondation pour développer son activité.

Le jour du lancement de la Manivelle reste aussi un très bon souvenir ; « voir tous ces gens qui amenaient des objets. Ce jour-là on a fait connaissance de personnes qui intégreront l'équipe par la suite. » Ce qui motive Robert avec la Manivelle c'est cette « capacité à mettre des gens qui ne se connaissent pas autour d'un projet commun. Plusieurs personnes écrivent régulièrement pour voir s'il y a possibilité de créer la Manivelle ailleurs en Suisse. On y va, on fait une soirée de présentation et 15 personnes super motivées rejoignent le comité. Aujourd'hui il y a 22 Manivelles en suisse. »

Robert accompagne ces projets naissants la plupart du temps. Mais son objectif serait d'avoir suffisamment de fonds pour pouvoir en accompagner davantage et avoir un poste au niveau national.

Votre pire souvenir, c'est...

« Il y a des moments où on se sent seul. C'est une grosse entreprise. J'avais beaucoup d'ambitions - je trouve que ça devrait être partout, gratuit et financé- et au début j'ai passé pas mal de temps auprès des maires de communes qui me disaient non on n'a pas d'argent. C'est compliqué des fois d'être face à l'inertie du monde. » Il nous explique que la couleur politique ne joue pas ; « parfois il y a des droitards plus pragmatiques que des pseudo-verts. Je suis pour dépasser ce clivage. ».

Vos conseils en matière de ressources disponibles

Pour commencer vos recherches, La Manivelle vous préconise de commencer par le site www.sharestarter.net lancé par l'équipe de Robert.

et www.sharestarter.org : Share Starter – Lending Library Alliance – Renforcer la résilience par le partage

Pour vous contacter c'est...

Email : info@manivelle.ch

le site de la Manivelle : www.manivelle.ch

c. Usitoo (Bruxelles et Brabant wallon)

Xavier Marichal et Fred Chomé sont les Fondateurs d'Usitoo. Pour ce projet de publication, c'est Xavier que nous rencontrons à Court-Saint-Etienne le 18 avril 2023.

Usitoo, c'est une entreprise - une société coopérative pour être plus exacte - qui a développé une plateforme qui vous permet de louer à prix modique des objets que vous utilisez en général une à trois fois par an. Il faut toutefois habiter dans le Brabant Wallon ou à Bruxelles et utiliser les points-relais pour en profiter. Vous devrez aussi vous délester d'un prix de livraison (raisonnable et qui permet une rémunération correcte du livreur) sauf si vous vivez à Bruxelles-Ville ou Watermael-Boitsfort qui assurent la gratuité. Nous sommes toujours dans la catégorie des bibliothèques d'objets mais avec un autre modèle économique.

Alors Xavier, il a plusieurs bras et plusieurs têtes. Ses semaines sont donc bien occupées ; en plus d'être CEO d'Usitoo, il est consultant environnemental, conseiller communal et donne des formations à l'Université Saint-Louis de Bruxelles, sans compter ses activités dans l'association Quatre quarts. Bref, sur le plan social et environnemental, c'est quelqu'un d'impliqué.

La petite histoire ; comment est née l'idée de créer Usitoo ?

« L'idée est née dans un bureau de conseil en Développement Durable, d'une volonté d'une partie de l'équipe de dire on gagne notre vie correctement, on fait des recommandations qui passent souvent à la trappe et si on se penchait sur un projet en lien avec la durabilité d'autant plus qu'aucun acteur privé ne s'y intéresse. Le problème des objets est arrivé en 2012. Nous sommes dans l'époque du zéro déchet, mais ce zéro déchet ne s'attaquait qu'aux déchets d'emballage. Or, le vrai problème ce sont les objets. Les emballages ce n'est que le sommet de l'iceberg. Il faut regarder ce qu'il y a en-dessous. On extrait beaucoup plus de matières pour la fabrication d'objets que pour des emballages. Les parcs à conteneurs débordent surtout d'objets en fin de vie. La frénésie de la consommation est liée aux objets et non aux emballages. On ne parle pas assez de ces objets »¹³.

Alors l'équipe se penche sur la rédaction d'une note de synthèse, la réalisation d'un site web, fait de la sensibilisation à cette problématique des déchets. Une enquête est menée auprès de 800 personnes et Xavier est surpris par

¹³ Xavier Marichal (Fondateur et CEO d'Usitoo), entretien avec l'auteur, Court Saint Etienne le 18 avril 2023

les résultats ; il constate que ce n'est pas un problème de connaissance ; les répondants sont bien conscients qu'ils devraient louer plutôt qu'acheter mais ça ne rentre pas dans leur mode de vie. Ils sont conscients de l'intérêt personnel et de l'intérêt écologique d'un projet qui consisterait à utiliser plutôt qu'acheter un objet mais, selon eux ; cela n'a pas de sens sur le plan économique ; pourquoi louer une machine à 20 euros plutôt que d'acheter une machine à 100 euros pour toute sa vie ? même si la qualité n'est pas bonne. Les répondants mettent en évidence un frein psychologique « Je ne serais pas rationnel de louer à ce prix-là ».

Autre frein que l'on connaît bien ; le temps ; « je n'ai pas le temps pour tout ça » quelle que soit son activité et la situation familiale ; « *Aller au magasin de location ça prend trop de temps. Sur une plateforme d'échange d'objets entre citoyens, je dois envoyer un mail, parfois cela prend dix échanges de mail pour trouver un rendez-vous qui convienne à tout le monde. Parfois c'est trop long de faire 15 km pour avoir un taille haie et 15 km pour le retour. Avec les SEL je sais que je vais devoir tailler une petite cosette avec la personne qui me rend service, ça prend du temps !* »

Troisième point dont il faut tenir compte selon, Xavier, c'est le risque de propriété. Il y a souvent voire toujours un risque de tension entre l'utilisateur et le propriétaire de l'objet. On craint de ne pas récupérer son objet en bon état, on craint des remarques éventuelles (même entre les membres d'une famille). Tout cela peut être réglé avec un dépôt de garantie. Mais ce système de dépôt, ça bloque les gens. Ce n'est notamment pas dans les moyens des préca-risés. De plus, ce système de dépôt de garantie n'est pas sécurisant pour les utilisateurs qui craignent qu'on les gruge avec une location qui s'avère plus chère que ce qu'on lui a annoncé.

Xavier évoque alors Airbnb « *Dans le peer to peer, ce qui fait le succès de Airbnb, c'est qu'il a prévu de garantir chaque location à 1000 000 d'euro si les propriétaires ne sont pas bien assurés. C'est la clé du succès. S'il n'y avait pas eu cette assurance Airbnb aurait-il connu le même succès ? Bref il faut rassurer les utilisateurs. Mais en location d'objet cette assurance serait trop chère.*

Les trois freins étant identifiés, il fallait désormais imaginer une solution qui permette de les soulever.

Ils ont donc décidé que Usitoo serait une plateforme en ligne car « *c'est un accélérateur de temps. Ce qui n'est pas le cas au Brico où vous devez faire la file au service de location de matériel et où vous n'êtes pas garanti non plus d'avoir une machine si vous n'êtes pas le premier client dans la file. Tout doit aller vite* ».

L'expérience avec Usitoo leur montre que l'essentiel des réservations se fait après 22h00. « *En deux minutes, le client sait si l'objet est là dans un point relais (qui peut être une boutique, une recyclerie, une ressourcerie (qu'on doit convaincre d'être complémentaire). Aujourd'hui, on y est et ça prend* ».

Il faut s'adapter, trouver des solutions aux problèmes soulevés, imaginer de nouvelles pistes de développement. « *On a arrêté de livrer tous les jours car ça coûte une fortune. On loue un objet pour une semaine et on ramène les livraisons sur une seule journée, le mercredi* ». La livraison à domicile est possible mais plus chère (20 euro).

Les transactions se passent en ligne. Le client paie avec une carte bancaire. On travaille fort sur la confiance. Avoir un email et un numéro de carte bancaire suffisent.

Dans la foulée, Xavier et Fred ont décidé de ne pas demander de dépôt de garantie. On leur a dit qu'ils étaient fous mais selon eux l'entreprise doit correspondre à une vocation sociale et environnementale. De toutes façons, on garde le nombre de couacs à 1%. L'expérience a montré que certains objets posent soucis comme les appareils multifonction thermique pour jardin qui reviennent souvent en panne. Les gens l'utilisent mal malgré des modes d'emploi que les gens n'ont pas envie de lire. Alors, on arrête avec ce type d'outils.

Le développement du projet

Le Covid est venu complètement bouleverser le développement d'Usitoo (on vous l'explique plus bas). Mais Xavier est résolument orienté solutions et ne s'avoue pas vaincu. Aujourd'hui Usitoo développe une collaboration avec Agri-covert de Gembloux. Pourquoi ? parce qu'ils livrent les mêmes adresses et qu'ils peuvent se soutenir mutuellement dans leurs propres activités ; ainsi Usitoo peut profiter du système de livraison des acteurs de l'économie sociale qui sont, quant à eux, formés à l'utilisation de sa plateforme pour faciliter la préparation des commandes. La mise en place de synergies permet de pérenniser Usitoo.

Objectifs du projet :

Permettre à chacun de vivre une sobriété heureuse, de bénéficier d'un certain confort sans passer par la case achat. Et bien sûr, limiter l'impact environnemental de notre mode de vie. Sa vocation, c'est d'être un élément qui transforme la société.

Un conseil toutefois de la part de Xavier si vous voulez « vendre » votre projet : *« parlez de votre soutien à la consommation des précaires, des économies que votre commune réalisera en devant gérer moins de déchets mais n'avancez pas en premier lieu l'argument environnemental. Politiquement c'est trop connoté « écolo » et ça passe mal ! »*

Pourquoi avoir opté pour l'option 'entreprises' plutôt que 'associative' ?

Car on veut démontrer que ce projet peut être pérenne économiquement. Sans doute notre biais cognitif. Il faut que cela tienne la route financièrement tout seul. On pense que dans le monde désirable de demain, il faut un équilibre financier qui est seul garant de l'emploi sans devoir faire appel aux subsides. On pense qu'il faudra dix ans avant que cela soit viable.

C'est un projet destiné aux familles. On compte sur le fait que chaque année, dans chaque famille il y aura bien un entretien de la maison, sans doute une fête et aussi des vacances. Ce qui représenterait trois locations par an. Ce qu'il faut c'est trouver 5 000 ménages récurrents.

Mais cela prend du temps de se faire connaître et de changer les mentalités.

La communication sur ce projet est très compliquée. Car dans ce cas-ci on ne passe pas à l'utilisation concrète comme dans le cas du vrac ou des trottinettes qu'on peut essayer très vite. Il faudrait en parler six à dix fois par an pour espérer un impact. Xavier a déjà beaucoup communiqué sur Usitoo dans divers événements. Les réactions du public sont sensiblement les mêmes « c'est chouette et c'est vrai je devrais consommer de cette manière » mais personne ne passe à l'action. Il y a une adhésion intellectuelle mais on utilise le conditionnel. Ce qui est une manière de ne pas projeter son action dans le futur ; « on devrait mais je n'y arriverai pas demain ».

Le bouche à oreille fonctionne bien mais c'est lent.

Maintenant la stratégie est celle des réseaux croisés et de s'organiser avec des acteurs comme les Petits Riens¹⁴ et Agricover¹⁵, se greffer à d'autres modes de comportement positifs.

¹⁴ Les Petits riens, c'est une entreprise d'économie sociale créée en 1937, un habitat solidaire qui s'est vite spécialisé dans le tri et la revente d'objets de seconde main.

¹⁵ Agricover est une coopérative agricole écologique vendant des produits locaux à prix juste pour assurer aux producteurs une activité viable.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

On avait eu deux des trois personnes demandeurs d'emploi. Avec bon niveau de compétences. On nous a proposé d'engager des « article 60 » et on a pris un stagiaire Actiris ; il était très chouette, avec de bonnes compétences mais aussi avec un besoin de coaching permanent à côté. Ce sont des besoins qu'Usitoo ne pouvait pas suivre. D'où la conviction de devoir se greffer sur d'autres partenaires comme les Petits Riens.

Est-ce que les prix sont accessibles pour les personnes en situation de précarité ?

Les prix de location sont bas donc accessibles. De plus, Usitoo bénéficie d'un soutien forfaitaire de 25 000 euros chaque année de la part de Bruxelles-Ville, ce qui lui permet d'assurer, en échange, une livraison gratuite dans les point relais de cette commune et d'employer un code de réduction de 50 % pour les personnes en situation précaire. Ceci dit, cet aspect ne rapporte rien à Usitoo. Bien au contraire.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un objet ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

Il faut accepter que les objets vieillissent. Quand l'objet est cassé, il y a deux cas de figure possibles. Soit vous le déclarez spontanément, on voit la nature du souci on trouve solution la moins onéreuse possible. Si, par contre, le client remet une machine cassée sans le déclarer, Usitoo facture tout le temps passé à comprendre la panne.

Plus les gens comprennent la philosophie du projet, plus ça marche et moins ça casse. Il faut que les gens comprennent qu'on ne se fait pas du fric sur leur dos. Du coup on dégage du respect.

Les moyens à mobiliser (au départ et pendant l'exécution du projet) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Usitoo tourne aujourd'hui avec un équivalent 1/3 temps qui doit pouvoir tout faire : « Rien n'est compliqué mais il y a un peu de complexité. Chaque opération est simple mais faut les faire dans le bon ordre avec un chef d'orchestre qui gère la complexité. C'est un métier de logistique ordinaire qui fait appel à pléthore de compétences dont quelques-unes en informatique pour gérer la plateforme et répondre aux questions. Par contre, on a supprimé le support téléphonique

notamment parce que malgré des prix bas, il y a toujours des gens qui essaient de négocier les prix. C'est chronophage.

b. Moyens matériels

Un local pour stocker

1) Transport

C'est un prestataire extérieur qui gère.

2) Biens, outils, ...

On rachète aux citoyens des objets qu'ils n'utilisent plus (contre un crédit sur le compte Usitoo). On est pour le zéro objets inutiles. Ces achats représentent 95 % du catalogue. Pour les 5 % restant on achète en seconde main.

3) Moyens financiers. Comment avez-vous rassemblé les premiers fonds pour démarrer ?

Un appel à coopérateurs. Ils sont devenus actionnaires d'Usitoo. La levée de fonds a permis de rassembler 150 000 euros. Mais aujourd'hui, la part ne vaut plus que 12 % de sa valeur initiale. On continue de se battre pour ne pas tout perdre. Du côté des actionnaires, pas de tracas ; ils savaient que c'était risqué et font comme si c'était un don.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

L'excès d'enthousiasme. Car il faut être conscient que ça va être lent. Mais ça en vaut la peine.

J'arrive au bout de ce que je peux donner. Je porte tout tout seul mais je suis sur les genoux. Il faut un chouette collectif, être plusieurs pour porter le projet et être ouvert pour avoir du sang neuf, de nouvelles personnes pour relayer celles qui s'épuisent.

Il faut toujours questionner ce qui marche et ce qui ne marche pas. Il faut s'adapter.

Peut-être que les temps ne sont pas assez mûrs surtout si Amazon continue à livrer des marchandises à bas prix qui ne tiennent pas compte du coût vérité. Si on tenait compte de ce coût vérité il n'y aurait plus de foreuse à vendre en dessous de 400 euros et donc des plateformes ou bibliothèques d'objets auraient plus de succès.

Votre meilleur souvenir, c'est...

Les retours enthousiastes des utilisateurs.

Xavier nous partage une mini anecdote : un jour une personne âgée, une veuve, est venue vendre deux valises de voyage qui encombraient son hall d'entrée mais qui lui étaient encore fort utiles pour aller voir sa fille à l'étranger. En s'en délestant, la dame lui a déclaré : « vous m'avez mis un rayon de soleil dans la journée ; vous me libérez de l'espace dans mon appartement et je vais pouvoir louer les valises quand je partirai chez ma fille ».

Votre pire souvenir, c'est...

Quand on a vu le modèle s'effondrer avec le Covid. Du jour au lendemain, le CO-DECO a déclaré le confinement. Les 40 demandes de réservations à ce moment-là sur le site ont été supprimées. Pas parce que les gens avaient peur du virus mais parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils pouvaient faire ou non. Là on s'est dit qu'on n'allait pas y arriver.

Etes-vous disposer à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ? en quoi consiste votre accompagnement ? à quelles conditions ?

Xavier vous accompagnerait avec plaisir mais son agenda est compliqué. Il veut bien intervenir comme témoin et challenger mais il faut d'abord potasser, avoir lu tout ce qu'il faut savoir sur les bibliothèques d'objets (comme cette publication par exemple, les forums, les FAQ sur le site d'Usitoo etc.) : « Les bibliothèques d'objets sont toutes différentes. Il faut prendre le temps de lire et de comprendre ce qui fait la différence entre un Usitoo, un Tournevie ou un autre projet. S'ils hésitent entre deux versions, je viens volontiers répondre aux questions et poser des questions pertinentes.

On vous conseille aussi de trouver un petit subside pour le faire intervenir et couvrir ses frais.

Pour vous contacter, le plus facile c'est...

De passer par le site Usitoo : <https://www.usitoo.be/FR/index.awp>

Autre site à consulter : la bibliothèque d'outillage Tournevie : <https://www.tournevie.be/francais>.

F. La bibliothèque de vélos pour enfants

Les enfants, ça grandit vite. Si le vôtre aime pédaler, l'achat de vélos de différentes tailles de ses deux à douze ans peut représenter un budget conséquent. Et si vous échouez dans vos tentatives de revente des vélos devenus trop petits, ils vous restent sur les bras, encombrant vos espaces ou terminent à la déchetterie.

Nous avons rencontré Sofie Neyens qui est innovatrice sociale pour beweging.net (un réseau d'organisations sociales en Flandre) où elle travaille sur de multiples projets touchant à la mobilité.

Elle nous a donné rendez-vous à Ixelles dans une des nombreuses vélothèques lancées grâce au réseau flamand Fietsbieb/Vélothèque.

C'est quoi le principe de cette vélothèque ? quels sont les objectifs ? comment ça fonctionne ?

L'idée d'une vélothèque, c'est de mettre des vélos à disposition d'un jeune public en échange d'une cotisation annuelle de 20 euros. La première fois que votre bambin ira chercher son premier vélo, vous devrez aussi déposer 20 euros de garantie que vous récupérez quand votre enfant aura atteint l'âge de 12 ans ou s'il souhaite abandonner le vélo plus tôt.

Au fur et à mesure de sa croissance, il viendra échanger gratuitement son vélo contre un plus grand, plus adapté à sa taille.

Si un vélo pour enfant traîne encore chez vous, qu'il est en bon état et que vous ne savez quoi en faire, échangez-le à la vélothèque contre une carte de membre valable un an que vous pouvez offrir à un enfant de moins de 12 ans.

Ce projet peut-il être initié par un citoyen lambda ? ou une structure associative est-elle nécessaire ?

Une poignée de citoyens bénévoles pourraient porter le projet mais ici nous sommes dans le cadre d'un réseau de vélothèques assez conséquent porté par une structure efficace ; 98 vélothèques réparties sur la Région bruxelloise et la Flandre.

Le projet Fietsbieb/Vélothèque est particulièrement bien rôdé et chaque acteur joue un rôle bien défini : la commune fournit un local gratuitement, finance le starter kit et s'engage à communiquer sur le projet.

De son côté, beweging.net se charge de constituer et fournir un kit de démarrage qui contient 30 vélos en très bon état de différentes tailles, une pompe et un set d'outils pour réparer les vélos. Ce kit contient aussi des outils promotionnels comme des flyers, un rool-up et un stop-trottoir. Et comme on ne fait pas les choses à moitié chez Fietsbieb/Vélothèque, on pense aussi à former les bénévoles au fonctionnement de la vélothèque, à l'entretien des vélos et à tout ce qu'il faut savoir pour bien conseiller les petits clients.

Nous ne connaissons pas de pendant francophone à ce réseau. Ce qui implique de devoir vous-même constituer votre propre kit de démarrage en cherchant le matériel et/ou en mobilisant des fonds (voir le chapitre sur le financement de projets dans la publication précédente)¹⁶

Mais d'après Sofie, les communes sont vraiment enthousiastes quand vous leur proposez le projet et nombreuses sont celles qui financent le kit de démarrage.

En quoi le projet est-il à la fois écologique et solidaire ?

C'est un projet circulaire. On récupère des vélos d'enfants qui seront utilisés par d'autres. On augmente leur durée de vie. C'est d'autant moins de déchets à traiter.

Mais c'est aussi un projet solidaire car en remplaçant l'achat par l'usage, l'on permet à de nombreuses familles de réaliser des économies. Pour le prix d'un vélo neuf (approximativement 200 euros) votre enfant aura accès à quatre voire cinq vélos en bon état entre ses deux et douze ans. Ce n'est pas négligeable¹⁷.

Mais ce projet va plus loin sur le plan solidaire. Aujourd'hui, des CPAS bruxellois avec lesquels collabore Fietsbieb/Vélothèque offrent des cartes de membre valables un an à des familles vivant une situation précaire afin de faciliter leur accès à la vélothèque. Quand on a plusieurs enfants, c'est plutôt bienvenu !

Et comme ces cartes de membres sont identiques à celles que vous pouvez recevoir contre le don d'un vélo, disposer de cette carte n'a rien de stigmatisant. Et ça c'est plutôt bien pensé !

Selon Sofie, aujourd'hui dans toutes les vélothèques, les profils des utilisateurs sont variés. En termes de mixité sociale, c'est donc une réussite.

¹⁶ DEGUELLE S. et DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire », *op. cit.*

¹⁷ Sofie Neyens (innovatrice sociale pour beweging.net), entretien avec l'auteur, Ixelles le 22 avril 2023.

Est-ce que des personnes en situation précaire ont co-organisé avec vous la mise sur pied du projet ?

Pas au début mais on remarque que des utilisateurs dont on sait la situation précaire deviennent des bénévoles au bout d'un moment.

Que faites-vous quand on ne vous rend pas un vélo ou quand on vous le rend abîmé ou cassé ?

Le principe est que tant que tu ne rends pas le vélo que l'on t'a prêté, tu reçois du courrier te signalant que ta cotisation est prolongée. Il y a des gens qui ne sont pas corrects mais cela représente un dixième des utilisateurs. À Tervuren, on a dû faire une liste d'utilisateurs qui n'ont pas payé leur cotisation.

Et si jamais un marmot malhonnête vole le vélo que votre enfant a emprunté à la vélothèque, celle-ci vous réclamera la somme de 50 euros.

Munissez-vous de cadenas !

Des chiffres pour épater la galerie

De manière générale, une vélothèque ouvre une fois par mois. Et à chaque ouverture, ce sont en moyenne six familles qui viennent s'inscrire ou échanger un vélo.

À Tervuren où la vélothèque a ouvert ses portes en octobre 2021, nous comptons aujourd'hui 229 familles utilisatrices et plus de 300 vélos en stock !

Les moyens à mobiliser (au départ) ainsi que des conseils pour rassembler ces moyens.

a. Moyens humains

Le nombre de bénévoles varie d'une équipe à l'autre. Ils peuvent être quatre, six ou encore dix-neuf.

Ils s'organisent eux-mêmes et bénéficient du soutien du réseau pendant toute la première année.

b. Moyens matériels

1) Locaux

On sait que des projets peuvent se monter sans la collaboration de la commune où on vit. Mais c'est quand même mieux de les avoir comme partenaire d'autant plus qu'elles sont souvent enthousiastes ; elles offrent de l'argent pour constituer le starter kit, fournissent un local mais ne doivent engager personne pour faire fonctionner la vélothèque. Aucun employé communal n'est mobilisé pour ne nouveau service aux citoyens. Ça participe à leur enthousiasme.

2) Transport

Pas besoin

3) Biens, outils...

On cherche en priorité des vélos de seconde main, mais ceux-ci doivent vraiment être en bon état. Cela peut être coûteux de réparer un vélo et parfois l'achat d'un vélo neuf se révèle plus intéressant étant donné le nombre de vies qu'il va connaître.

Il faut tenir compte aussi du fait que les vélos 24 pouces sont fort demandés. On doit donc parfois en acheter pour s'assurer que le stock de vélos est bien complet et que chaque utilisateur en trouvera un à sa taille.

Le système est informatisé ; chaque vélo se voit attribué un numéro de série gravé sur un autocollant solide dont le coût de production a été assuré par un sponsor. Dès qu'une famille emprunte un vélo ou l'échange, il est automatiquement enregistré dans le système.

Ainsi donc, disposer d'une connexion internet au sein du local est un plus pour éviter de tout noter sur une feuille et ramener des devoirs à la maison.

c. Moyens financiers. Comment avez-vous rassemblé les premiers fonds pour démarrer ?

Quand les communes financent le starter kit, c'est facile. Mais « à Halle, un projet inclusif a été développé en faveur d'enfants porteurs de handicap qui exigent des vélos d'un autre type. Ils ont investi dans des vélos à trois roues et dans 16 vélos tandems grâce à un crowdfunding qui a permis de rassembler très rapidement la somme de 10 000 euros grâce aux dons des habitants et des entreprises de la Région.

Dans ce cas, on a aussi adapté le montant des cautions pour être plus cohérent avec la valeur des vélos adaptés ; on passe à 50 euros pour un vélo non électrique et à 100 euros pour un électrique. Mais la cotisation annuelle reste la même.

Quelle méthode de travail préconisez-vous ?

Une fois par mois c'est suffisant. Parfois on choisit d'organiser plus d'ouvertures quand la météo est bonne pendant les « mois cyclistes ». Ce sont les bénévoles qui décident. Souvent une vélothèque est ouverte de 10 à 12 heures.

Pièges à éviter quand on monte un tel projet

C'est un projet que toutes les communes aiment avoir. Ils sont fans ! Mais il ne faut pas être seul pour porter ce projet. Il est nécessaire de constituer une petite équipe.

Il faut être au clair aussi sur ce qui est ou non de la responsabilité de la vélothèque. Par exemple, on a un stock de casques pour les enfants que des clients nous donnent mais comme on ne sait pas s'ils sont de bonne qualité, on préfère avertir le client et lui faire signer un document dans lequel nous expliquons que la vélothèque n'engage pas sa responsabilité en cas d'accident.

Votre meilleur souvenir, c'est ...

Il y en a tellement ! Récemment on a collaboré avec les organisateurs du Tour des Flandres. Le 26 mars les enfants ont donc eu droit aussi à leur Tour des Flandres organisé à Bruges. Il ne faisait pas beau mais l'opération a été un véritable succès.

Et puis, cette année, on sait que la 100^e vélothèque va ouvrir ses portes. C'est aussi un événement !

Des difficultés ?

Paradoxalement ce qu'il faut gérer c'est l'enthousiasme des communes que l'on rencontre car elles souhaitent qu'on s'installe du jour au lendemain. Le souci est qu'il faut tout de même un peu de temps pour construire une équipe solide avant une ouverture. Il faut un peu de patience.

Pour trouver tous les bénévoles nécessaires, on fait de la promo dans des écoles, les bibliothèques, à la commune.

Etes-vous disposés à accompagner la création de nouveaux projets en Belgique francophone ? en quoi consiste votre accompagnement ? à quelles conditions ?

Oui. On n'est pas contre. Mais attention le mot vélothèque est déposé. Il faudra donc trouver un autre nom.

Pour vous contacter, le plus facile c'est...

elsene@fietsbieb.be

Vos conseils en matière de ressources disponibles

[Fietsbieb.be/francs](http://fietsbieb.be/francs) - Fietsbieb.be - Fietsbieb.be/en

G. Un GAC (groupe d'achat en commun), un SEL (système d'échanges local)

On ne va pas réinventer la roue. Le RCR² – le réseau de collectifs en recherche de résilience – met à votre disposition un site web pour découvrir les initiatives qu'ils soutiennent et surtout un guide très bien fait pour vous alimenter en informations pratiques.

Vous y trouverez aussi une carte interactive pour repérer les projets citoyens près de chez vous. Vous n'y trouverez pas que des SEL ou des GAC mais aussi des RES (Réseau d'échange de savoirs), des donneries, des potagers collectifs et des repair cafés.

Outil – Manuel des Initiatives :

<https://asblrcr.be/wp-content/uploads/2023/01/Outil-Guide-a-lusage-des-initiatives-citoyennes.pdf>.

H. La cuisine de quartier

Ça n'en a sans doute pas l'air mais la cuisine quotidienne à plusieurs mains est en passe de devenir un véritable phénomène international. L'histoire commence au Québec en 1985 quand Jacynthe et Sylvie Ouellette, deux sœurs, unissent leurs chaudrons pour économiser le budget épicerie. Elles se mettent à cuisiner ensemble. Très vite un organisme communautaire s'y intéresse (parce qu'avec un petit budget, il y a moyen de remplir son frigo) et la presse s'en mêle. Les cuisines collectives deviennent alors très vite des endroits où s'organisent les repas et la solidarité. On se réunit à plusieurs, on décide d'un budget, on élabore des menus sains et équilibrés, on fait les courses, on cuisine et on rentre tous/toutes chez soi avec des repas pour plusieurs jours et pour toute la famille.

Cette initiative a vite fait des petits. Elle ne touche pas que des personnes précarisées. D'ailleurs une cuisine collective n'est pas l'autre ; chaque groupe a ses propres critères, ses propres objectifs ; végétarien, collations pour enfants, valorisation des invendus, productions locales, produits bio, etc. Aujourd'hui il en existe dans plusieurs régions du monde et toutes ont pour vertu de lutter contre la précarité alimentaire et de créer du lien social.

Depuis 2019, cette innovation se développe en Belgique. L'ASBL « Cuisines de quartier » soutient le développement de groupes de cuisines à Bruxelles. Et des groupes commencent petit à petit à naître ailleurs en Belgique. Actuellement, ils sont une vingtaine à Bruxelles. Les groupes sont rassemblés en Mouvement : le Mouvement des Cuisines de quartier

Sur leur site <https://cuisinesdequartier.be/>, vous trouverez plein d'outils utiles pour vous organiser, penser aux diverses tâches et au matériel à rassembler. Et bien sûr quelques excellentes recettes réalisées au sein des cuisines de quartier.

Pour ce projet qui diffère des précédents (nombre de participants limité. Homogénéité sociale au sein des groupes, mais mixité sociale au sein du Mouvement), nous avons interviewé Amélie Daems, coordinatrice de l'ASBL. Et comme elle l'indique très bien : « *On parle bien de Mouvement et non de réseau car le Mouvement implique une dimension politique vers les questions de démocratie alimentaire. Les cuisines de quartier militent pour le droit à l'alimentation pour tous. Ce que ne ferait pas forcément un réseau* »¹⁸.

L'accompagnement des cuisines de quartier se fait surtout sur la Région bruxelloise. Mais le mouvement a aussi des contacts avec des acteurs wallons (comme la Croix-Rouge de Verviers). Si une cuisine de quartier se développe en Flandre ou en Wallonie, les porteurs de projets sont invités à participer aux formations.

À votre avis, une cuisine de quartier peut-elle être à la fois solidaire et écologique ? **De quelle manière ?**

C'est un projet solidaire car il s'agit de favoriser des situations d'entraide au sein du groupe autour des repas du quotidien. Certains groupes se donnent aussi pour mission d'aider des personnes en difficulté alimentaire comme cela a été le cas lors des inondations. Il y a aussi de la solidarité entre groupes : les groupes peuvent se conseiller, se transmettre des bons plans, se soutenir les uns les autres. L'aspect solidaire a donc plusieurs dimensions ; à l'intérieur du groupe, entre groupes et vers des acteurs extérieurs.

C'est aussi un projet écologique car on cherche à concilier le droit à l'alimentation et la transition écologique. On défend l'accès à des produits de qualité et on tente de concilier les enjeux solidaires et les enjeux de transition alimentaire par la mise en connections de cuisines de quartier avec des projets de petit

¹⁸ Amélie Daems (coordinatrice du mouvement des cuisines de quartier), entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 29 juin 2023.

maraichage, de récupération d'invendus etc. On organise des visites sur petites des exploitations maraichères, des boulangeries qui travaillent avec de la farine bio et du levain naturel. Notre idée est de trouver des manières de concilier ces enjeux de justice sociale, de justice alimentaire et de promotion de la santé.

Est-ce que des personnes en situation précaire organisent ou co-organisent la mise sur pied de cuisines de quartier ou l'initiative vient-elle de personnes assez aisées, avec un bon bagage culturel ? Ou d'une association ?

Le projet se revendique de manière hétérogène en termes socio-économiques. On s'adresse à tous les Bruxellois quels que soient leurs niveaux de vie. Par contre on met prioritairement les moyens de l'asbl à disposition des groupes qui en ont moins (qui vivent une précarité financière ou sociale ou alimentaire)

Au sein du Mouvement, il y a à peu près 65% de personnes vivant une situation de précarité économique. Les membres des groupes de cuisine sont des personnes qui fréquentent des centres d'aides alimentaires, des maisons médicales, des centres d'alphabétisation, des maisons de quartier, des CPAS. Certains groupes réunissent aussi des personnes en grande précarité comme des personnes hébergées au Samu social.

Dans ce cas, nous nouons des partenariats avec des structures et les accompagnons dans le démarrage et la pérennisation d'un groupe de cuisine.

Au sein du mouvement il existe aussi des groupes autonomes mais ceux-ci disposent davantage d'un niveau socio-économique plus élevé.

Avez-vous remarqué au sein des cuisines de quartier une certaine mixité sociale ?

Assez peu. Il faut dire que lorsqu'on travaille autour de la question de la cuisine, on touche à l'intime, aux moyens financiers, aux habitudes familiales et culturelles. C'est un sacré pas de partager ces choses-là avec d'autres personnes. C'est plus facile quand on partage une situation commune comme l'origine ou une situation financière. On peut alors parler sur un terrain de confiance. On milite pour une hétérogénéité à l'échelle du Mouvement des Cuisines de quartier mais on ne force pas cette mixité au niveau des groupes.

Démarrer un projet de cuisine de quartier, c'est entamer toute une série de négociations autour de questions délicates. Les objectifs sont distincts d'un groupe à l'autre ; des plats à zéro euro pour certains, des plats réalisés à partir de produits bio achetés chez des petits producteurs pour d'autres. Tout le monde n'a pas les mêmes moyens. Si ces moyens sont différents au sein d'un groupe, cela

peut engendrer des situations gênantes. Or, une cuisine de quartier, c'est une histoire de construction de relations de confiance qui s'établissent de manière progressive. C'est aussi à ça que servent les outils créés et mis à disposition sur le site web. Ces outils permettent de structurer les réflexions du groupe qui se met en place : qu'est-ce qu'on trouve bon ou pas ? Quelles sont nos exigences en matière d'hygiène en cuisine ? Tout cela est très personnel et délicat. On avance donc pas à pas dans les réflexions.

Au Québec le projet est parti de mamans solo. Elles partageaient une situation commune, elles partageaient un même problème. C'est donc plus simple de s'accorder sur les objectifs du groupe.

Pour que cela fonctionne bien, combien de personnes minimum et maximum peut-on accueillir dans un groupe ?

L'idéal est un groupe de trois à quatre personnes. Parfois il y en a plus, mais elles ne cuisinent pas toutes ensemble. Mais dans des grands groupes, il peut y avoir un roulement ; chacun cuisine à son tour mais ce qui est intéressant, c'est que tous les membres du groupe peuvent avoir des portions même s'ils n'ont pas cuisiné ce jour-là.

Le site regorge déjà de nombreux outils pratiques mais vous proposez aussi un accompagnement. En quoi consiste-t-il ?

On propose une formation au lancement et à l'accompagnement d'une cuisine de quartier. On prévoit deux jours de formation pour les acteurs qui sont en phase de démarrage, pour ceux qui ont un groupe ou une solution pour une cuisine, qui sont déjà en projet. On aide aussi des groupes à trouver une cuisine. Dans cette formation, on explique le mode fonctionnement d'une cuisine de quartier et on met les personnes en situation. On soutient aussi les groupes dans leur réflexion et leurs stratégies pour chercher leur mode d'approvisionnement mais on ne finance aucune denrée.

Cet accompagnement est-il payant ?

Actuellement, l'accompagnement n'est pas payant. Par contre nous sommes en réflexion sur l'hybridation du modèle économique car pour l'instant nous sommes financés à 100 %, ce qui nous met dans une situation de fragilité. On réfléchit à une formule à prix variable.

La formation s'adresse aussi à des acteurs relais qui vont eux-mêmes accompagner des groupes qui se mettent en place.

On pense aussi à mettre en place un système d'ambassadeurs où des groupes existants parrainent des groupes qui débutent. Il y a donc partage d'expérience concrètes.

Qu'offrez-vous comme autres services aux membres du réseau ?

On reste en contact avec les groupes. On est toujours joignable en cas de difficultés. Et on organise des réunions toutes les six semaines, ou à la demande. On organise aussi, tous les trois mois, des rendez-vous thématiques sur des questions qui préoccupent les groupes : l'hygiène, l'approvisionnement, la découpe, la communication, la gestion de conflits, etc.

Les groupes de cuisine se rencontrent également chaque année durant une journée avec des ateliers et un grand banquet ouvert à tous : c'est la rencontre annuelle des Cuisines de quartier. Et de manière régulière, on tente de répondre aux demandes des groupes par la mise sur pieds d'ateliers sur le séchage, la conservation des parts, la stérilisation, la lactofermentation. Ça a plus de sens de faire ça en groupe.

Des chiffres pour épater la galerie ?

Le projet est récent mais en 2023, on compte déjà 22 cuisines de quartier dans la région bruxelloise. Et ça grandit de manière exponentielle.

Nous avons comptabilisé 10 000 portions cuisinées dont le coût tourne aux environs de 1 à 1,15 euros par portion.

On dispose aussi d'une vingtaine de lieux d'espaces de cuisine mis à disposition des groupes (les personnes ne cuisinent pas chez elles) et ce nombre devrait augmenter dans les années à venir. L'idée étant d'identifier des cuisines « sous exploitées » dans chaque quartier et de trouver des accords pour l'occupation de ces cuisines. Être dans un lieu neutre et non personnel, ça met tout le monde sur un même pied.

Quels conseils donneriez-vous à la personne qui lit cette publication et qui se demande si c'est vraiment une bonne idée de lancer une cuisine de quartier... des conseils pour bien le guider dans ses premiers pas et le rassurer ?

C'est une bonne idée. Il faut se lancer ! Les outils créés sont vraiment une bonne base pour ne pas se lancer sans filets et ils permettent d'éviter des soucis dans le groupe.

Parce qu'évidemment, nous ne sommes plus habitués à partager cette intimité avec d'autres personnes. Ça peut être délicat de se mettre d'accord sur qui

a payé quoi ou sur des règles d'hygiène. Le fait qu'il y ait des outils auxquels on fait référence permet de déminer des situations délicates.

Avant de se lancer, le mieux est d'aller prendre un verre ou partager un repas avec des personnes qui pourraient être intéressées. C'est l'occasion de s'interroger et de se mettre d'accord : « dans quel objectif on le fait ? qu'est-ce qu'on veut y trouver ? ça soude le groupe et ça permet de revenir dessus : « On s'était dit qu'on cuisinerait local ou invendus ». Ça rappelle les bases.

Il ne faut pas hésiter à rentrer en contact avec le Mouvement car cela permet de se sentir entouré. On a pas mal de vidéos sur le site qui peuvent être utiles à regarder. C'est vraiment une belle aventure collective.

Ça a l'air de rien mais ça révolutionne les pratiques alimentaires. C'est très excitant comme projet et on en tire de vrais bénéfices en termes social, économiques, de partage et de plaisir

Quels sont les pièges à éviter quand on monte un tel projet ?

Croire que ça va se mettre en place seul juste avec de bonnes intentions. Ça a l'air de rien mais c'est exigeant de cuisiner ensemble.

Le piège est de ne pas se dire les choses, de ne pas évaluer régulièrement ce que l'on fait. L'évaluation est une phase importante. Sinon, des automatismes qui ne conviennent pas peuvent se mettre en place. Par contre, si on désamorce ces faux plis dès le début, on donne plus de chances au groupe d'aller loin.

Votre meilleur souvenir, c'est...

Travailler sur des propositions relatives à la conservation. L'an dernier un jeune marâcher nous a contacté car il avait plein de tomates en surplus et qu'il avait envie qu'elles servent à un chouette projet. Il nous a alors demandé si nous étions intéressées de les acheter à un prix concurrentiel. On a mis un message sur le WhatsApp du mouvement : qui veut faire de la passata ? Et cinq groupes sont venus. Ça arrangeait tout le monde. Et nous avons pu expérimenter la conservation en grandes quantités.

Votre pire souvenir, c'est...

Parfois des relations avec des partenaires se passent moins bien car il y a un malentendu sur les objectifs. Les cuisines de quartier ne sont pas un cours de cuisine et on se rend compte que ce n'est pas facile à transmettre comme valeur. On s'est donc retrouvées en conflit avec une structure qui critiquait ce que les personnes cuisinaient. Pour nous ce n'est pas acceptable. La souveraineté des groupes et leurs choix sont des éléments essentiels.

On n'a pas de leçons à donner sur ce qu'est une cuisine de qualité, une bonne cuisine. Que ces plats maison soient 100 % carnés ou fait avec de l'huile ce n'est pas notre souci. On parie sur l'émulation collective et le contexte agréable qui vont démultiplier les compétences, les réflexions et induire des changements dans les habitudes au fur et à mesure.

L'alimentation n'est pas une question d'éducation mais d'accès au matériel et aux biens alimentaires.

Dans les cuisines de quartier, la liberté de choix fait partie du projet. On sait qu'on doit davantage végétaliser les assiettes par exemple mais on estime que ça doit venir progressivement et de manière volontaire.

Parallèlement à ça, avec le Mouvement, nous continuons à demander des solutions structurelles pour favoriser l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité : la question alimentaire doit d'urgence être portée au rang des priorités politiques. Les capacités réelles à se nourrir correctement ne changeront pas tant qu'il n'y a pas une réelle volonté politique d'avancer vers une transition alimentaire juste ET durable.

Pour vous contacter, le plus simple c'est ...

info@cuisinesdequartier.be | +32 471 52 09 03

Sources sur Internet

Le web documentaire : *Tous à la même enseigne* - <https://falcoop.ulb.be/>, fruit de la recherche action participative Falcoop.

Le Regroupement des cuisines collectives du Québec : <https://www.rccq.org>

À lire :

- « Cuisiner ensemble pour le quotidien », Éducation Santé, Une alimentation durable, accessible à tous ? Défis et pistes, n°394, Décembre 2022, pp.9-11.
- « Il était une fois les Cuisines de quartier... », Croque-Notes (Journal du Regroupement des Cuisines Collectives du Québec), Volume 25, n°1, Février 2022, pp.11-17.
- « Les Cuisines de quartier » dans Filières locales de qualité et accessibilité pour tous : équation impossible?, RAWAD, IEW, Espace Environnement, Observatoire de la santé de la province du Hainaut, Région wallonne, 2022, pp.57-60.
- Quand bien manger devient un luxe. En finir avec la précarité alimentaire, de Benjamin Sèze, éditions de l'Atelier, 2023.

Conclusions

Quand on voit le classement des projets les plus sollicités par les personnes vivant dans la précarité (financière, sociale, etc.), on perçoit bien ceux autour desquels chacun peut s'y retrouver, tant ceux qui ont choisi la sobriété que ceux que l'on exclut progressivement du monde de la consommation. Repair café, potager collectif, échange des fruits et légumes, bibliothèques d'objets et de vélos sont autant de projets qui peuvent être fédérateurs même si les motivations initiales de chaque personne sont distinctes ; quand les uns allègent le budget familial, les autres allègent leur empreinte carbone.

Par contre, dans le cas des cuisines de quartier cette mixité n'est pas souhaitable parce qu'on cuisine en fonction de ses moyens et qu'unir des personnes aux préoccupations distinctes en matière alimentaire est le meilleur moyen de faire capoter une telle initiative.

On a vu que des projets pouvaient être portés par des individus, d'autres par des associations. On a rencontré des porteurs de projets formidables, des personnes que l'on devrait rencontrer plus fréquemment, tellement leur humanité et leur créativité sont revigorantes. Et l'on retiendra, parmi leurs conseils :

- commencer petit et construire le projet brique par brique ;
- ne pas rester seul, former un groupe et le faire évoluer pour amener du sang neuf et de nouvelles énergies ;
- oser le contact ; oser demander ;
- développer des synergies avec des acteurs locaux qui partagent vos valeurs ;
- faire confiance aux utilisateurs de votre projet ;
- garder la dignité humaine comme ligne de mire ;
- accepter de remettre ses idées en questions, les examiner régulièrement ;
- accepter -dans le cadre d'un projet consistant à prêter des objets de toutes sortes- qu'il y a un pour cent des utilisateurs qui ne respectent pas les règles. Alors on ne s'arrête pas à eux, on avance ;
- ne pas vous arrêter à la couleur politique de votre bourgmestre. Les expériences des porteurs de projets nous montrent bien que cette couleur ne veut rien dire.

- et enfin accepter que le changement des mentalités est un processus d'une lenteur épouvantable. Votre projet a beau être excellent comme dans le cas d'une bibliothèque d'objets, ce qui vous freine c'est la mentalité des personnes qui préfèrent l'achat, la possession, l'utilisation très égoïste d'un objet.

Une mixité à tout prix ?

Notre expérience nous montre que la mixité est clairement désirée par une partie des personnes en situation précaire car elles connaissent leurs limites par rapport à l'investissement qu'elles peuvent apporter à un projet et ne souhaitent pas porter seules de telles initiatives (voir analyse sur les magasins coopératifs¹⁹). C'est ce qui explique que nous sommes restés mobilisés sur ce projet. Selon Nicolas Marion, « ce sont toujours les mêmes populations – précarisées – qui sont amenées à devoir se mélanger, aimer la diversité, s'intégrer dans un tissu social ouvert »²⁰. On l'entend. Cependant, notre intention n'a jamais été de « gentrifier » les personnes précaires, de disposer une couche de vernis un peu bourgeois sur un public en difficulté pour qu'il se fonde mieux dans la masse des initiatives de transition. Lui « apprendre » à bien se tenir, à bien manger, à bien parler écolo. Non, notre objectif était autre. Il s'agissait avant tout de permettre à des personnes qui ont des besoins spécifiques de s'orienter vers des initiatives qui peuvent être des solutions à actionner dans leur quotidien, de leur permettre ce choix quand elles l'estiment nécessaire. Mieux, de construire ces solutions ensemble selon les disponibilités de chacun, selon un principe d'équité et non d'égalité.

On a bien conscience (on l'a entendu, on l'a lu) que la rencontre entre des transitionneurs et des personnes en situation précaire ne se fera pas partout. Mais elle n'est pas impossible. Elle se fait déjà et elle se développera. Car il y a des deux côtés des personnes qui sont prêtes à ça.

¹⁹ DUBOIS K., « Les magasins coopératifs et participatifs ne sont pas une solution à la précarité alimentaire à moins que... », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 396, 2020, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/magasins-participatifs-cooperatifs-2>, consulté le 9 mars 2023.

²⁰ MARION N., « Toute mixité est-elle bonne à prendre ? », La mauvaise herbe, Université populaire d'Anderlecht, page 7, [en ligne :] <https://universitepopulaireanderlecht.be/index.php/revues/bruxelles-diversite-a-tout-prix#consulter-revue>, consulté le 9 mars 2023.

Maintenant il faut aussi accepter que tous les transitionneurs n'ont pas la mixité sociale en ligne de mire. Comme nous le signalait une dame investie dans un magasin participatif : « *nous on se préoccupe de manger sainement et d'aider les producteurs locaux. Nous n'avons pas vocation à aider les pauvres du quartier* ». Il y a des combats difficiles à mener de front.

De surcroît, on ne peut reprocher à quelqu'un de ne pas en faire assez. Chacun envisage son engagement comme il l'entend, l'un ne vaut pas mieux que l'autre.

Notre objectif, chez Citoyenneté & Participation, est de permettre la rencontre de toutes ces petites formes d'engagements pour faire sens et envisager une autre forme de société sans exclure les plus précaires.

**

Diplômée en Sciences Politiques, en Sciences du Travail et en Communication, Karin Dubois, coordinatrice du pôle Formation chez Citoyenneté & Participation, est une enthousiaste de la consommation et du développement durables.

DUBOIS Karin, *Vers une transition écologique et solidaire. Quelques projets inspirants*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 476, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-3>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Vous vous interrogez sur la mise sur pied d'un projet dans votre quartier avec l'aide de quelques voisins. Une initiative qui serait à la fois écologique et solidaire.

Vous êtes au stade de la réflexion et vous vous demandez quel projet serait le plus porteur, ce que cela implique de se lancer dans une nouvelle aventure humaine, par quel bout commencer, quels moyens mobiliser, où aller chercher des conseils.

Pour savoir quel type de projets organiser nous avons interrogé de nombreuses personnes vivant une forme de précarité. Pour le reste, on a préféré interviewer quelques porteurs de projets en Belgique, en France et en Suisse pour que vous puissiez profiter de leurs expériences.

Tatjana, Robert et Xavier vous parleront de leurs bibliothèques d'objets, Sofie des vélos mis à la disposition des enfants, Aurélie d'une épicerie sociale gérée par des étudiants fauchés, Mohammed et Youssef d'un potager collectif qui se développe chaque année. Enfin, c'est Amélie qui vous contera la belle histoire des Cuisines de quartier.

Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50/6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/